

Pologne, semper fidelis

Article rédigé par *Gérard Leclerc**, le 29 septembre 2005

Que dire des élections polonaises du 25 septembre, au-delà de la leçon brute des chiffres, de la victoire des droites et de l'écrasement de la gauche ? Tout semble correspondre à la règle fatale de l'alternance depuis la chute du communisme.

Certes, le gouvernement sortant s'est discrédité avec des scandales qui ont établi la corruption du clan au pouvoir. Mais, surtout, il n'a pas été capable de répondre aux frustrations d'une population accablée en partie par un chômage massif et les lois impitoyables de la concurrence libérale. De ce point de vue, même si l'Europe centrale, du fait de ses fragilités et de son retard de développement, accuse plus gravement certaines de ses caractéristiques, elle n'est pas si éloignée de la situation générale d'un continent où les majorités successives sont sans cesse renversées. C'est l'effet des dommages de la mondialisation et de l'impopularité des réformes pour s'y adapter.

La Pologne n'a cessé d'être bousculée par la contradiction qui oppose le modèle de Solidarnosc, élaboré dans les années de lutte libératrice, avec la brutalité d'une évolution qui privilégie le capitalisme financier. Mais que peut espérer la Pologne quand la puissante Allemagne elle-même paraît incapable d'adapter son "modèle rhénan", celui qui avait, après guerre, réussi la synthèse de l'expansion économique et de la solidarité sociale ?

On ne saurait s'étonner de la difficulté d'accorder les réalités du présent avec les espoirs d'une société meilleure et plus juste. La tâche du politique se situe à l'intersection du fait et du droit, elle ne peut l'impossible, même si elle ne saurait se contenter d'une gouvernance sans projets et sans ambitions. Le cardinal Ratzinger le soulignait avec force : "La politique est le lieu de la raison ; plus précisément elle n'est pas le lieu d'une raison technique et calculatrice seulement, mais encore morale, puisque la fin de l'État, et donc la fin dernière de toute politique, est de nature morale, je veux dire la paix et la justice."(1)

Il semble que le parti arrivé en tête des élections polonaises se réclame de la tradition du catholicisme social et n'est donc pas disposé à se rendre à une rationalité purement utilitariste. En ce sens, on ne peut que souhaiter sa réussite, tout en mesurant la difficulté extrême d'une stratégie économique dont les "réformes" n'accablent pas les plus démunis.

Est-il permis d'espérer que la Pologne catholique saura définir une voie originale où l'expansion capitaliste n'écrasera pas le projet de Solidarnosc ? Sauver son âme pour ce peuple, c'est garder vivante sa foi, mais c'est aussi trouver les conditions d'un vivre ensemble où le pragmatisme ne fera pas oublier les impératifs de la justice.

Le cardinal Ratzinger le soulignait également : la foi ne se substitue pas à la raison, et à la raison politique. "Mais elle peut contribuer à la mise en évidence de valeurs fondamentales. La foi concrètement vécue leur donne un crédit tel qu'elles finissent par dispenser à la raison lumière et santé." La Pologne toujours fidèle, saura-t-elle trouver l'équilibre dynamique d'une solidarité nouvelle ?

(1) Cardinal Joseph Ratzinger, L'Europe, ses fondements

aujourd'hui et demain, éditions Saint Augustin.

*Editorial à paraître dans le prochain n° de France catholique

<http://leclerc.gerard.free.fr/>

> D'accord, pas d'accord ? Envoyez votre avis à Décryptage

>